

Tous au rassemblement le Samedi 4 septembre 11 heures Mont de Marsan (place Saint Roch)

ON NE JOUE PAS AVEC LA RÉPUBLIQUE

Parce qu'ils ont échoué dans leur politique sécuritaire,
parce qu'ils ont subi des échecs électoraux et se sentent menacés par les « affaires »,
parce qu'ils aggravent l'insécurité sociale et économique et favorisent les plus nantis,

le Président de la République et son gouvernement :

- organisent une stratégie de la tension
- agitent les vieux fantômes des années 1930 qui attisent la haine.

En développant un discours discriminatoire contre les Gens du voyage et les Roms, les étrangers, leurs fils et filles, devenus boucs émissaires, cette droite extrême menace les fondements mêmes de la République.

Comme toujours le pouvoir doit lutter contre l'insécurité, sans oublier la délinquance financière et fiscale, le chômage ou la précarité de l'emploi...

Mais en aucun cas nous n'accepterons une remise en cause des principes de notre
République laïque et sociale

La Citoyenneté ne se divise pas

**CIMADE - Ligue des Droits de l'Homme - MRAP -
Mouvement de la Paix
Association interculturelle Manouches Gadgé -
Association Républicaine des Anciens Combattants – ATTAC
CFDT - CGT - CLES Chômeurs Landes Emploi Solidarité -
Collectif « mémoire de la résistance » - Comité Palestine 40
Comité UNICEF 40 - Confédération Paysanne - Droit au Logement
Europe-Ecologie - France Algérie - Gauche Unitaire -
Landes Partage - Landes Solidarité - Ligue de l'enseignement
Mouvement Républicain et Citoyen - Parti Communiste Français
Parti de gauche - Parti Socialiste - FSU - UNSA
Réseau Education sans Frontières - Secours Populaire Français -**

Le texte suivant a été signé à ce jour (26 août) par plus de 35000 citoyens :

- **un grand nombre de responsables d'associations, de partis politiques, de syndicats,**
- **des élus locaux**
- **des personnalités culturelles, confessionnelles, philosophiques ..,**

vous pourrez signer ce texte lors du rassemblement à Mont de Marsan mais aussi à l'adresse internet suivante : <http://nonalapolitiquedupilori.org/>

Appel Citoyen

Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité

Les plus hautes autorités de l'Etat ont fait le choix de jeter à la vindicte publique des catégories entières de population : Gens du voyage accusés comme les étrangers d'être des auteurs de troubles, Français d'origine étrangère sur lesquels pèserait la menace d'être déchus de leur nationalité, parents d'enfants délinquants, etc. Voici que le président de la République accrédite aussi les vieux mensonges d'une immigration coûteuse et assimilée à la délinquance, et offre ainsi à la stigmatisation des millions de personnes en raison de leur origine ou de leur situation sociale.

Ce qui est à l'œuvre dans cette démarche ne s'inscrit pas dans le débat légitime, dans une démocratie, sur la manière d'assurer la sûreté républicaine. Le nécessaire respect de l'ordre public n'a pas à être utilisé pour créer des distinctions entre les habitants de ce pays et désigner des boucs émissaires. Ni pour instituer des peines de prison automatiques, contraires aux principes fondamentaux du droit pénal, à l'indépendance de la justice et à l'individualisation des peines.

La Constitution de la France, République laïque, démocratique et sociale, assure « l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Nul, pas plus les élus de la nation que quiconque, n'a le droit de fouler au pied la Constitution et les principes les plus fondamentaux de la République.

Notre conscience nous interdit de nous taire et de laisser faire ce qui conduit à mettre en péril la paix civile.